4-5 DÉCEMBRE 2025 - RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

BRUXELLES (BELGIQUE) – BOD/2025-12-DOC 02 – POUR INFORMATION

RAPPORT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

Please note: In accordance with the GPE Transparency Policy, documents are public only after their appraisal by the relevant governance instance. Governance officials may circulate documents to their constituency for consultation purposes, except for documents of a confidential nature.

VUE D'ENSEMBLE

Depuis notre dernière rencontre en juin, le GPE est en plein dans la préparation de son prochain cycle stratégique, le GPE 2030, et de sa cinquième campagne de financement. Jamais le monde n'a autant eu besoin de l'éducation pour donner aux sociétés les moyens de faire face aux pressions démographiques et aux exigences du marché du travail, de réussir les transitions climatiques et numériques en cours et de reconstruire la cohésion sociale dans un contexte d'instabilité et d'inégalités croissantes. Pourtant, c'est au moment où elle est le plus indispensable que l'éducation est reléguée au second rang des priorités. La marge de manœuvre budgétaire se rétrécit sous les effets conjugués du service de la dette, des dépenses de sécurité et de la croissance démographique, tandis que l'aide publique au développement (APD) devrait diminuer.

Dans ce contexte, les pays partenaires du GPE vont de l'avant, mettant en œuvre des programmes nationaux de réforme porteurs de transformations, fondés sur des données probantes et ancrés dans les systèmes éducatifs nationaux. Ces transformations nécessitent un leadership, des partenariats et des feuilles de route claires pour le changement. Elles demandent aussi des financements.

Lors de l'Assemblée générale des Nations Unies de septembre 2025, le GPE a lancé une campagne de financement ambitieuse pour répondre à l'urgence de la crise mondiale de l'éducation et mettre en évidence les opportunités que l'investissement dans l'éducation crée pour les enfants, les sociétés, la croissance mondiale et la stabilité. La campagne offre une opportunité politique de refaire de l'éducation une priorité nationale et mondiale, et de placer le financement durable au cœur d'une transformation réussie des systèmes éducatifs.

Malgré les défis et les changements incessants, j'ai foi en notre attachement collectif à l'éducation et dans les décisions de chacun des membres de notre Conseil qui étayeront notre engagement dans les mois à venir. La raison d'être du GPE repose sur une idée simple et puissante : l'éducation multiplie les possibilités. C'est l'investissement le plus efficace que nous puissions faire dans l'avenir de nos enfants, de nos nations et de notre planète.

TABLEAU DE BORD DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

3,5 MD DE DOLLARS

de financements de mise en œuvre **en cours** dans **77 pays** partenaires

372 MILLIONS

d'enfants (51 % des bénéficiaires des financements du GPE sont des filles), **4,7 millions d'enseignants** bénéficient de financements et de cofinancements du GPE2025

Décaissements

Au 11/1/25



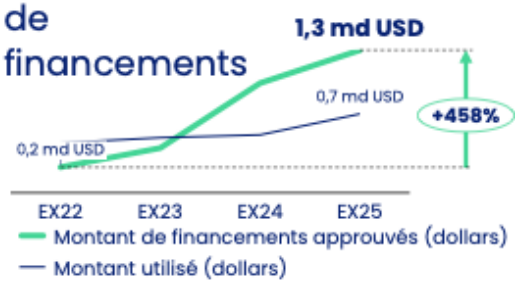


3,7 MD DE DOLLARS

mobilisés auprès de 64 cofinanciers dans 52 pays

1,3 RECORD ★ MD DE DOLLARS

d'approbations de financements



FINANCEMENT DURABLE – UNE RESPONSABILITÉ PARTAGÉE

Le modèle actuel de financement de l'éducation n'est plus adapté aux réalités du monde d'aujourd'hui. Même si les pays atteignent les niveaux de référence internationaux en matière de dépenses d'éducation, l'investissement total reste bien en deçà de ce qui est nécessaire pour surmonter la crise de l'apprentissage, en particulier dans les contextes les plus pauvres et les plus fragiles. L'enjeu consiste à renforcer le mode de financement et de réforme des systèmes éducatifs afin que les ressources et l'action publique convergent vers un seul objectif: l'apprentissage pour tous. Les quelque 70 pactes de partenariat déjà en cours d'élaboration définissent des programmes de réforme clairs et hiérarchisés, mobilisent des financements conjoints et visent à combiner les ressources intérieures et extérieures afin d'obtenir de meilleurs résultats.

Il faut un changement profond, qui soit impulsé par les pays et qui place les finances publiques au centre, tout en utilisant les ressources de l'APD et les financements concessionnels comme des capitaux catalyseurs pour débloquer des investissements philanthropiques et privés supplémentaires dans une démarche intégrée.

Le GPE fait des finances publiques le point d'ancrage en promouvant son approche de financement basé sur les résultats (FBR) et en récompensant les pays qui augmentent leurs financements nationaux. Depuis janvier 2025, les quatre premiers pays à avoir atteint leurs cibles de financement national ont débloqué 40 millions de dollars de soutien du GPE. Dans 26 autres pays partenaires, les ministères de l'Éducation mènent des actions qui déclencheront d'autres FBR, renforçant ainsi la responsabilisation et reliant le financement à la performance. Le GPE développe progressivement son approche du financement national avec les acteurs de l'éducation et de la finance – tant dans les forums mondiaux qu'au niveau national – afin que les ministères de l'Éducation puissent participer en toute confiance aux discussions macro-budgétaires qui suscitent et préservent le financement durable de l'éducation.

Fort de l'appui qu'il apporte de longue date pour protéger, accroître et améliorer l'équité et l'efficacité des dépenses nationales d'éducation, le GPE travaille de manière proactive avec les ministères pour relier les priorités du secteur de l'éducation aux budgets et plans nationaux, améliorer la gestion financière et collaborer plus efficacement avec les responsables financiers. À ce titre, le GPE aide les pays à négocier un espace budgétaire crédible pour l'éducation et à débloquer des sources de financement complémentaires (notamment privées et philanthropiques) qui, autrement, resteraient hors de portée. Dans le cadre de cet effort, le Secrétariat a réalisé une étude rapide sur la collaboration entre les ministères de l'Éducation et des Finances au **Bangladesh**, **au Cameroun**, en **Indonésie** et **au Rwanda**. L'étude a examiné les facteurs qui influent sur le dialogue entre ministères de l'Éducation et des Finances et a mis en évidence des points d'entrée et des messages pouvant faciliter une collaboration plus efficace. Cet exercice sert de tremplin à une collaboration plus profonde et permet de recenser de bonnes pratiques à mesure que le GPE progresse dans cette orientation stratégique. En outre, au **Guatemala**, le GPE étudie la possibilité de collaborer avec le Fonds monétaire international (FMI), qui encourage l'augmentation des dépenses sociales, en particulier dans l'éducation, afin de stimuler une croissance économique solidaire et soutenue. Le FMI a récemment débuté une assistance technique après du ministère des Finances publiques, notamment en matière d'analyse de la politique de dépenses dans le cadre budgétaire à moyen terme. La participation du GPE à titre exploratoire consiste à partager des données dans le cadre d'un échange réciproque qui éclairera aussi bien l'analyse du FMI que celle des facteurs

favorables, et à faciliter la participation du ministère de l'Éducation aux ateliers alignant les réformes du financement de l'éducation sur le dialogue macro-budgétaire plus large.

Le GPE poursuit ses travaux en matière de financement innovant en s'appuyant sur les succès et les résultats du cycle stratégique précédent, qui a vu la mobilisation de 3,7 milliards de dollars de cofinancement. L'évolution du portefeuille de financements innovants du GPE varie d'un pays partenaire à l'autre en fonction du contexte et des possibilités de tirer parti de la forte demande pour le Fonds à effet multiplicateur. Récemment, la Fondation Hempel s'est associée à l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), au Comité allemand pour l'UNICEF et au Gouvernement japonais dans le cadre du Fonds à effet multiplicateur du GPE, afin d'élargir l'accès à une éducation inclusive et de qualité à **Madagascar**. Une enveloppe financière d'un montant cumulé de 10,2 millions de dollars, acheminée par l'intermédiaire du GPE, devrait permettre de renforcer les capacités des comités de gestion des écoles, de dispenser des cours de rattrapage, d'accroître la rétention scolaire, de faciliter la réinscription des enfants non scolarisés et de renforcer les compétences pédagogiques des enseignants.

Grâce à des partenariats intersectoriels, le GPE contribue à faire en sorte que chaque dollar soit deux fois plus utile pour obtenir des résultats mutuellement bénéfiques dans tous les secteurs, tout en débloquant de nouvelles ressources au profit de l'éducation. Par exemple, au mois de juillet, le Fonds vert pour le climat a approuvé le programme de renforcement de la résilience des enfants et des communautés par le biais du secteur de l'éducation (BRACE), d'un montant de 41 millions de dollars, auquel le GPE a ajouté 26 millions de dollars de co-financement. BRACE est la première initiative de financement climatique à grande échelle en faveur de l'éducation, qui aide le **Soudan du Sud**, **le Cambodge** et **les Tonga** à atteindre des résultats en matière d'adaptation au changement climatique et d'apprentissage pour les enfants. Le programme permettra de construire des écoles capables de résister aux chocs climatiques, d'intégrer le changement climatique dans les programmes scolaires et de renforcer les systèmes d'alerte précoce pour permettre aux enfants de continuer à apprendre en cas de catastrophe. BRACE ouvre également la voie à d'autres pays pour qu'ils mettent en œuvre des programmes similaires. Le GPE investit dans l'assistance technique dans **35 pays et territoires** par le biais de l'Initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat (CSESI), afin d'aider les gouvernements à préparer des propositions dans le secteur de l'éducation qui soient dignes de financements, dans le but de garantir que tous les systèmes éducatifs sont prêts à faire face à la modification du climat.

En réponse au nouvel accent que met le GPE sur l'utilisation des budgets nationaux et des systèmes de gestion des finances publiques comme fondement du financement durable et de réformes durables, le Secrétariat s'est employé à améliorer la coordination et l'alignement des financements extérieurs. Notamment en favorisant les approches de financement aligné, les financements conjoints et les fonds groupés lorsque cela est possible. Le GPE renforce aussi les capacités de ses équipes régionales en ce qui concerne les modalités de l'aide, les systèmes nationaux de gestion des finances publiques (GFP), la gestion des risques et le dialogue avec les ministères de l'Éducation. Ce qui aide les pays à gérer plus efficacement les ressources. Par exemple, l'analyse réalisée par le **Togo** a mis en évidence les problèmes que posent la fragmentation des projets et le faible alignement sur les systèmes de GFP. Le Pacte de partenariat avec le pays a défini la voie à suivre pour mettre en place un fonds commun sectoriel aligné, tandis que Le processus de sélection des agents partenaires a mis l'accent sur l'alignement du financement. Le gouvernement et le nouvel agent partenaire, l'AFD, sont à présent en train de concevoir un mécanisme d'appui budgétaire cloisonné assorti de solides mesures de gestion des risques.

À la suite de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4) organisée avec le concours de divers partenaires à Séville, le GPE a lancé une série de discussions et de consultations avec les partenaires, s'appuyant sur la déclaration conjointe de la FfD4 , afin de donner une impulsion à un programme de financement durable centré sur trois principes : **les finances publiques comme point d'ancrage, l'alignement sur les systèmes** et **le leadership national**. Par exemple, au mois d'octobre, le GPE a co-organisé des discussions sur le financement durable avec les ministres africains de l'Éducation et des Finances à la Triennale de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), accueillie par le Gouvernement ghanéen. En outre, une table ronde sur le financement durable a été organisée pendant le Conseil des ministres de l'Éducation de l'Organisation des États des Caraïbes Orientales (OECO), au cours de laquelle les ministres ont analysé les données sur le financement national et discuté de stratégies visant à renforcer la mobilisation des ressources nationales. Dans toute l'Amérique latine et les Caraïbes, le GPE a facilité des échanges ciblés avec les ministères, les agences de coordination et les groupes locaux des partenaires de l'éducation afin de promouvoir cette approche du partenariat au niveau des pays. J'ai hâte de poursuivre ces discussions lors de la réunion du Conseil de décembre 2025.

AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DE NOTRE TRAVAIL AVEC LES PAYS PARTENAIRES

Dans le contexte actuel, nous devons nous montrer plus ambitieux si nous voulons éduquer la cohorte la plus nombreuse de jeunes à atteindre l'âge de la majorité dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. L'approche du GPE en matière de transformation des systèmes éducatifs est plus pertinente que jamais. Les dernières évaluations et les enseignements tirés du plan stratégique GPE 2025 ont montré que la transformation du système est plus efficace lorsque les pays se concentrent sur un petit nombre de réformes prioritaires s'appuyant sur des politiques, solides sur le plan technique et en cohérence avec les plans sectoriels. Pour obtenir des résultats, il est essentiel de définir des priorités, de renforcer l'exécution par le biais des systèmes nationaux et d'aligner les financements de manière à tendre vers un avenir moins tributaire de l'aide. Le Partenariat s'est adapté en mettant davantage l'accent sur les résultats et la responsabilisation, en intégrant les examens de mi-parcours et la planification adaptative dans ses pactes de partenariat, et en créant des possibilités de mobiliser des instruments de financement innovants à l'appui de systèmes financés de manière durable. Les incitations et le soutien basés sur les résultats visent à éliminer les goulots d'étranglement qui entravent le financement national et les acquis scolaires.

Les examens de mi-parcours renforcent le leadership national, l'alignement des partenariats et la mise en œuvre de réformes de l'éducation dans l'ensemble du portefeuille du GPE. Depuis juin 2025, le **Cambodge** et **la Tanzanie** ont achevé leur examen de mi-parcours; l'examen est en cours au Kenya, tandis que la République démocratique du Congo (RDC) a conclu son forum de dialogue sur les politiques éducatives en octobre 2025. Au **Cambodge**, le processus d'examen de mi-parcours a renforcé la cohérence des partenaires, ravivé l'appropriation nationale et identifié les enseignants comme des agents de changement centraux dans la mise en œuvre des réformes, grâce au recours accru aux outils numériques et au renforcement des capacités infranationales. En **Tanzanie**, l'examen de mi-parcours a permis de recalibrer le pacte de partenariat pour mettre l'accent sur des résultats d'apprentissage inclusifs et de qualité, en ajoutant un quatrième domaine de réforme – gouvernance, leadership et responsabilité – et en introduisant un cadre de résultats afin d'améliorer la transparence et le suivi des performances. L'examen réalisé au **Kenya** a mis l'accent

sur le leadership du gouvernement et la prise de décision fondée sur des données probantes, avec l'appui technique de financements mondiaux pour le renforcement des capacités du système en vue d'améliorer la qualité des données et les indicateurs. Malgré un contexte politique et humanitaire difficile, l'examen effectué en **RDC** a débouché sur un cadre de dialogue structuré avec le ministère des Finances, le FMI et les partenaires du secteur privé sur le financement durable de l'éducation. Les enseignements qui se dégagent de ces examens sont pris en compte dans la gestion adaptative et l'apprentissage entre pairs à l'échelle du Partenariat. Entre octobre 2025 et avril 2026**, 17 pays supplémentaires**– dont le Népal, le Lesotho, le Bhoutan, l'Indonésie, le Rwanda, le Zimbabwe, le Libéria et le Malawi – entreprendront des examens de mi-parcours, et près de **30 autres examens sont attendus en 2026**. Il ressort de l'ensemble de ces processus que les pactes de partenariat sont en train de devenir de véritables plateformes de dialogue fondé sur des données probantes, de responsabilisation et d'ajustements à mi-parcours.

L'année 2025 a vu les pays partenaires du GPE avancer plus rapidement vers des systèmes éducatifs plus inclusifs, résilients et équitables. La Mauritanie a amélioré l'enseignement et la gestion des écoles dans six régions vulnérables, grâce à la création de 740 comités de gestion scolaire, la formation de plus de 5 200 éducateurs et la construction de 390 salles de classe. Le **Zimbabwe** a fait des progrès sur le front de l'équité en apportant un appui à plus de 2 800 écoles défavorisées et près de 900 000 apprenants, notamment en modernisant 240 écoles reculées et en formant plus de 1 000 jeunes femmes comme pairs éducatrices pour réduire les décrochages chez les filles dans les écoles affichant les disparités les plus fortes entre les sexes. Au **Soudan**, théâtre de la plus grande crise de déplacement d'enfants au monde, une coordination sans précédent entre le gouvernement et les partenaires a facilité la planification conjointe, la réouverture de 181 écoles, la création de 365 espaces d'apprentissage sûrs et de plus de 100 centres d'apprentissage en ligne; elle a en outre permis d'atteindre plus de 210 000 apprenants touchés par la crise. Le **Népal** a aligné la planification locale sur les priorités nationales grâce à une nouvelle «boîte à outils d'étalonnage», ce qui a permis à l'ensemble des 753 collectivités territoriales (dont 287 soutenues par le GPE) d'adopter et de financer des plans de l'éducation sur mesure dans un cadre unifié impulsé par les pouvoirs publics. Tous ces exemples montrent la manière dont le modèle du GPE produit des résultats concrets et un changement systémique dans différents contextes.

Le GPE continue d'intégrer efficacement l'égalité des genres dans l'ensemble de ses opérations. Pour les financements de mise en œuvre en cours d'exécution en 2024, la part des fonds destinés aux questions de genre est passée de 34% dans le cadre des financements approuvés avant le plan stratégique GPE 2025 à 68% avec le plan GPE 2025. Un examen indépendant des enseignements de l'approche d'intégration du genre a révélé une amélioration importante, le modèle opérationnel du GPE ayant su susciter des engagements plus forts en faveur de l'égalité des genres au niveau national dans l'accès à l'éducation, dans l'éducation et par l'éducation. Un exemple patent de cet engagement vient du **Tchad**, où d'importantes disparités entre les genres persistent en matière d'éducation, seuls 36% des filles et 56% des garçons achevant leurs études primaires. Ces disparités sont exacerbées par les mariages précoces, les violences sexistes et des normes socioculturelles tenaces. Les problèmes d'insécurité, les déplacements de population et les risques liés au climat perturbent davantage l'apprentissage et empêchent le renforcement du système éducatif. L'Accélérateur de l'éducation des filles, qui complète le financement pour la transformation du système qui est censé financer l'approche intégrée de l'égalité des genres prévue dans le pacte de partenariat, entend s'attaquer aux obstacles intersectoriels, qu'il s'agisse des normes sociales, de la santé, de la protection sociale et de l'inclusion, favorisant ainsi un changement durable au profit de l'éducation des filles et, plus largement, de la société tchadienne.

Le Secrétariat du GPE continue de renforcer la capacité collective du Partenariat en renforçant la collaboration, la coordination et l'échange de connaissances. En novembre 2025, une rencontre régionale des groupes constitutifs en Éthiopie a réuni les partenaires en vue de tester la stratégie et le cadre de résultats du GPE 2030, de réfléchir à des approches de financement durable et d'harmoniser les priorités régionales. Entre juillet et décembre 2025, près de 20 ateliers et webinaires ont été organisés, dont le premier atelier en présentiel des agences de coordination et des représentants régionaux de 19 pays tenu en octobre au nouveau hub régional du GPE à Nairobi. L'atelier a porté sur la compréhension et la planification des examens de mi-parcours des pactes de partenariat. Depuis la dernière réunion du Conseil, plus de 50 partenaires ont participé aux consultations sur le projet de cadre de résultats du plan stratégique GPE 2030, renforçant ainsi la gouvernance inclusive et la prise de décisions fondées sur des données probantes.

Les partenariats du GPE tels que le mécanisme de partage de connaissances et d'innovations (KIX), l'éducation à voix haute (EOL) et les Initiatives d'appui technique (TAI) contribuent dans une mesure importante à promouvoir la transformation des systèmes éducatifs en mobilisant une expertise mondiale, en encourageant la collaboration et en renforçant les capacités nationales.

Au Nigéria, un dialogue soutenu par le **KIX** a amené le ministère de l'Éducation à réviser les politiques nationales de réadmission des adolescentes mariées et enceintes, élargissant ainsi l'accès à l'éducation. Aux Maldives, la formation du KIX sur l'analyse géospatiale a permis aux décideurs de mettre en lumière les disparités et de rapprocher l'enseignement secondaire des élèves des îles isolées. Au Niger, des études réalisées par le KIX ont poussé le ministère de l'Éducation à financer 145 nouveaux centres d'apprentissage communautaires pour les jeunes déscolarisés. En Amérique latine et Caraïbes (LAC), le KIX a renforcé la collaboration entre le Honduras et le Chili, ce qui a conduit à la mise à jour des programmes scolaires, à l'amélioration des systèmes d'évaluation et à la restructuration d'une cellule de recherche au Honduras. La réunion régionale du KIX a en outre produit l'«Engagement d'Antigua», adopté par dix ministères de l'éducation pour promouvoir l'apprentissage de base et des réformes équitables.

En Ouganda, le plaidoyer de la société civile facilité par l'**EOL** a contribué à accroître le budget de l'éducation de 11,4%, y compris un financement dédié à l'éducation des enfants ayant des besoins particuliers et à la formation des enseignants. Au Ghana**,** les partenaires de l'EOL ont permis d'obtenir une augmentation salariale de 20% et une aide au logement pour les enseignants des zones rurales, renforçant ainsi les incitations à servir les communautés mal desservies. L'EOL a soutenu les dialogues nationaux sur l'éducation des filles et une plus grande participation des groupes de femmes au suivi de l'action publique. L'EOL renforce également des coalitions de l'éducation inclusives: en juin 2025, les coalitions ayant le plus bénéficié de son appui comprenaient des organisations de femmes, des groupes de personnes handicapées, des groupes d'enseignants et des jeunes marginalisés, permettant ainsi à des acteurs divers de participer aux réformes.

Une approche systémique permet en outre de jeter un pont entre l'éducation et d'autres secteurs comme la santé, le climat et la technologie, où la collaboration intersectorielle par le biais des TAI renforce les initiatives de réforme. L'Initiative Safe Learning du GPE aide le **Népal** et la **Sierra Leone** à renforcer la protection de l'enfance et les systèmes de règlement des plaintes; des initiatives similaires sont en train de démarrer au **Honduras** et au **Sri Lanka**. Grâce à l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat, le **Zimbabwe** a élaboré une feuille de route sur le financement climatique, testé des inspections scolaires climato-intelligentes, mis à jour les outils du SIGE pour surveiller les risques climatiques, et intégré l'éducation climatique dans les programmes scolaires et la formation des enseignants. Au **Kenya** et au **Lesotho**, l'appui à la santé

et la nutrition à l'école a permis de traduire les repas scolaires en actions: le **Kenya** a lancé une coalition nationale pour les repas scolaires et des initiatives de cuisson propre, tandis que le **Lesotho** a activé une politique nationale, de nouveaux organes de coordination et des travaux sur le financement durable et les menus. Dans le cadre de l'initiative Tech4Ed**,** Le GPE, l'UNICEF et Cambridge Partnership for Education lancent une bourse destinée à aider les responsables des politiques dans les pays, notamment **El Salvador, le Ghana, le Malawi, les Maldives, le Tadjikistan, le Pakistan et l'Ukraine** à concevoir et déployer à grande échelle des solutions de technologies éducatives efficaces.

Point sur la diversification des agents partenaires. Le GPE poursuit ses efforts volontaires de diversification de son vivier d'agents partenaires afin de mieux répondre aux besoins des pays partenaires et aux réformes prioritaires. Le nombre d'agents partenaires pour des financements de mise en œuvre desservant des programmes en cours ou en attente est passé de 13 en 2023 à 19. Ce chiffre devrait augmenter à la suite de l'examen par le Conseil des demandes de l'Afghanistan et du Myanmar, où la Fondation Agha Kan et le Programme alimentaire mondial serviront respectivement d'agent partenaire.

Décaissements du GPE et approbation des financements. Dans le cadre du GPE 2025, le Secrétariat a fait preuve d'une efficacité record dans l'approbation des financements pour la transformation du système. Le délai moyen d'approbation est désormais de 10,3 mois, mieux que la cible de 12 mois fixée par la Banque mondiale. Au mois d'octobre, toutes les requêtes de financement pour la transformation du système avaient été soumises, y compris celles dont les allocations ont été révisées à la suite de la décision du Conseil de juin 2025. Le GPE a également raccourci le délai d'entrée en vigueur, c'est-à-dire de l'approbation du financement au démarrage officiel d'un programme, de près de **sept** mois durant l'exercice 22 à **moins de quatre** mois au cours de l'exercice 25. Cette amélioration traduit un traitement plus rapide des étapes postérieures à l'approbation, ce qui permet aux pays partenaires de commencer la mise en œuvre plus tôt. En conséquence, le GPE gère désormais un portefeuille de projets en cours d'environ **3,5 milliards de dollars**, qui devrait atteindre **3,9 milliards de dollars** d'ici à juin 2026 lorsque l'ensemble du portefeuille du GPE 2025 sera devenu opérationnel.

Les décaissements ont dépassé 1 milliard de dollars au cours de l'exercice 25 pour la deuxième année consécutive et devraient rester élevés jusqu'à la fin de 2025 et le début de 2026. Bien que ces résultats positifs rendent compte de l'efficacité de la mise en œuvre des financements et de la demande persistante des pays, ils exercent une pression croissante sur la position de liquidité du GPE. Les niveaux de trésorerie ont diminué d'environ 400 millions de dollars au cours des six derniers mois, les décaissements dépassant largement les contributions enregistrées et devant tomber à la limite inférieure de la fourchette cible de 9 à 12 mois de liquidités disponibles pour la couverture des décaissements au cours de la période à venir. Une reconstitution des ressources réussie – et la concrétisation rapide des promesses de contribution des bailleurs de fonds – permettrait de maintenir des niveaux élevés d'exécution des programmes dans le cadre du GPE 2030 et de gérer efficacement les risques de liquidité naissants.

Les **approbations de financements** restent importantes, signe d'une demande et d'avancées persistantes dans les différents guichets de financement du GPE. Entre janvier et fin octobre 2025, des financements totalisant plus de 1,2 milliard de dollars avaient été approuvés, et près de 192,5 millions de dollars supplémentaires devraient être approuvés entre novembre 2025 et avril 2026. De mai à octobre 2025, le GPE a approuvé des financements pour la mise en œuvre s'élevant à environ 617,1 millions de dollars. Il s'agit notamment de financements pour la transformation du système et

au titre du Fonds à effet multiplicateur, de l'Accélérateur de l'éducation des filles et des programmes de financement accéléré, en même temps que 20,7 millions de dollars supplémentaires au titre de financements pour le renforcement des capacités du système. Ce solide bilan en matière d'approbation et d'exécution de projets fait apparaître le GPE comme un mécanisme de financement stable et efficace dans un contexte extérieur instable.

Supervision. Le Secrétariat continue de renforcer la surveillance et la gestion des risques liés à l'exploitation, aux abus et au harcèlement sexuels, d'une part, et au détournement de fonds, d'autre part, appliquant une politique de tolérance zéro dans toutes les opérations et confiant aux agents partenaires la responsabilité d'enquêter sur les cas de détournement de fonds et d'exploitation, d'abus et de harcèlement sexuels. Dans le cadre du processus d'accréditation de nouveaux agents partenaires, le Secrétariat s'assure que les agents partenaires potentiels disposent de politiques solides pour prévenir les détournements de fonds de même que l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels, pour détecter les cas éventuels, enquêter et prendre des mesures correctives. Par la suite, dans le cadre du processus d'examen de la qualité de toutes les requêtes de financement, le Secrétariat s'assure que les agents partenaires ont correctement identifié les risques et proposé des mesures d'atténuation appropriées pour les détournements de fonds ainsi que l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels. Le suivi des financements en cours par le Secrétariat comprend une collaboration étroite avec les agents partenaires au sujet des cas de détournement de fonds ainsi que d'exploitation, d'abus et de harcèlement sexuels. Depuis le dernier rapport, **neuf** nouveaux cas d'exploitation, d'abus et de harcèlement sexuels et **huit** nouveaux cas de détournement de fonds ont été enregistrés, tandis que **cinq** cas de détournement de fonds ont été clos à l'issue des enquêtes. Le dialogue avec les agents partenaires sur les pratiques de communication d'informations a amélioré la visibilité des cas et les réponses qui leur sont apportées. Le Secrétariat a renforcé les capacités en matière de protection contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels grâce à la collaboration entre les équipes, au recrutement d'un consultant senior en matière de sauvegarde et à une meilleure formation du personnel et des partenaires.

L'initiative GPE Forward continue de progresser comme prévu, renforçant la capacité du Secrétariat à servir les pays partenaires grâce à une structuration plus régionale. Au cours des six derniers mois, les effectifs ont été stratégiquement réorganisés dans les bureaux de Washington, Paris et Nairobi afin de renforcer le leadership et les capacités techniques et rapprocher les compétences des partenaires. Ce réaménagement, sous la forme de promotions, de relocalisations et de nouveaux recrutements ciblés, a été mis en œuvre dans le cadre d'un processus de transition coordonné programmé entre juillet et octobre 2025. Le suivi de la transformation correspondante des fonctions et des processus s'est poursuivi, et la dernière évaluation indique que les rôles sont plus clairs, les responsabilités plus précises et les processus plus simples. En réponse aux avis recueillis au cours des exercices de suivi, d'autres ateliers et sessions de formation ont été organisés à l'intention des membres du personnel assumant des fonctions nouvelles. Le suivi se poursuivra tout au long de l'exercice 26 pour garantir la pleine réalisation des avantages attendus des changements apportés.

Approches et stratégies régionales. Les trois équipes régionales sont désormais pleinement opérationnelles et occupent une place de plus en plus centrale dans le modèle de prestation du Secrétariat. La structure régionale rapproche davantage le GPE des pays partenaires et permet une collaboration plus cohérente et efficace au sein du Partenariat. Les trois équipes régionales, qui servent d'interface principale entre les parties prenantes au niveau national et le Secrétariat, appliquent une approche plus contextualisée et coordonnée du soutien aux pays, tout en facilitant

l'apprentissage entre pairs et la collaboration transfrontalière. L'équipe régionale de l'**Afrique de l'Est**, basée à **Nairobi** (**Région 1**), est désormais pleinement opérationnelle et axée sur la consolidation des partenariats et l'élaboration d'une stratégie de mobilisation régionale visant à encourager la collaboration entre les programmes nationaux de réforme. Pour l'**Afrique de l'Ouest et du Centre**, l'équipe régionale basée à **Paris** (**Région 2**) renforce la collaboration avec les partenaires nationaux et aligne l'aide sur les priorités régionales. **La Région 3**, qui couvre un ensemble de pays **d'Asie**, du **Pacifique**, **d'Europe de l'Est**, **d'Asie centrale**, **du Moyen-Orient**, **d'Amérique latine** et **des Caraïbes**, met en œuvre des stratégies sous-régionales visant à élargir le partenariat et à mobiliser des financements supplémentaires en faveur de l'éducation auprès de sources traditionnelles et non traditionnelles. Collectivement, ces initiatives marquent une étape importante dans les efforts visant à rendre le Secrétariat du GPE plus réactif et mieux implanté dans la région; en gros, mieux placé pour apporter un soutien plus rapide et plus efficace aux pays partenaires et pour améliorer les résultats de l'éducation dans toutes les régions.

PRÉPARER LE GPE EN VUE D'UNE RECONSTITUTION RÉUSSIE DES RESSOURCES

La clé pour libérer le potentiel de la génération présente à saisir les opportunités et à relever les défis du XXIe siècle réside dans une éducation de qualité. Pourtant, les systèmes éducatifs sont soumis à d'énormes pressions.

Le GPE n'a cessé de plaider en faveur d'un financement plus important, de meilleure qualité et plus durable de l'éducation dans les échanges avec ses partenaires et lors d'événements mondiaux et régionaux importants. Depuis le dernier rapport de la directrice générale, le GPE a intensifié son plaidoyer en faveur d'un financement équitable, efficace, durable et aligné sur les systèmes éducatifs nationaux. Lors des discussions dans les principaux forums mondiaux et régionaux – notamment la quatrième Conférence sur le financement du développement, la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), la Triennale de l'ADEA, la réunion du Groupe de coordination arabe et le Sommet mondial pour le développement social – le GPE est apparu comme l'un des champions de la réforme du financement international de l'éducation.

Dans tous les échanges avec les pays partenaires, le GPE continue de préconiser l'accroissement du financement national par le biais du dialogue sur les politiques et de l'appui technique, en soulignant le rôle central de l'éducation dans une croissance économique solidaire et la stabilité sociale. Les missions de haut niveau de la direction du GPE et les émissaires de haut niveau qui se sont rendus au **Japon**, en **Australie**, au **Royaume-Uni,** en **Norvège**, au **Danemark,** en **Italie**, en **Allemagne**, en **Finlande**, en **Irlande**, en **Espagne**, en **Suède**, au **Canada**, en **France** et **au Qatar** ont renforcé l'engagement politique en faveur d'un financement durable de l'éducation.

Multiplier les possibles: Campagne de financement du GPE. Le 24 septembre 2025, le GPE a lancé sa cinquième campagne de financement, sous le thème ***Multiplier les possibles***, lors d'un événement de haut niveau organisé dans le cadre de la 80e Assemblée générale des Nations Unies. Le lancement a vu l'annonce des co-facilitateurs de la campagne, le Président **Tinubu** du Nigéria et la Première ministre italienne **Meloni**, et la présentation du Plaidoyer en faveur de l'investissement 2026-2030 du GPE. L'événement a rassemblé près de 300 participants en présentiel et a été suivi dans quatre langues par des milliers d'autres grâce à la Web TV des Nations Unies. En tête d'affiche figuraient le vice-président du Nigéria, **Kashim Shettima**, le vice-ministre italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, **Edmondo Cirielli**, et le président du Conseil du GPE**, Jakaya Kikwete.** Parmi les autres orateurs phares, on peut citer **M. Jozef Síkela**, commissaire

européen aux partenariats internationaux; **M. Maruf Tunji Alausa**, ministre de l'Éducation du Nigéria; la **baronne Chapman** de Darlington, ministre d'État (Développement international, Amérique latine et Caraïbes), Royaume-Uni; **M. Yevhen Kudriavets**, premier vice-ministre, ministère de l'Éducation et des Sciences, Ukraine; **Inger Ashing**, directrice générale de Save the Children; **Simon Sommer**, co-directeur général, Jacobs Foundation; **Stefania Giannini**, sous-directrice générale, UNESCO; et **Rochelle Prasad**, jeune leader du GPE.

Ce lancement a renforcé la visibilité du financement de l'éducation dans le monde. Le communiqué de presse relatif à la campagne et trois articles d'opinion de la directrice générale, du président du conseil d'administration, Jakaya Kikwete, et du président du Nigéria, Bola Tinubu, ont fait état de premières contributions d'un montant total de 50 millions de dollars provenant d'organisations philanthropiques et de fondations. Ces articles ont donné lieu à 250 mentions dans les médias mondiaux, tandis que la couverture numérique a atteint un taux de 7,7%, pour plus de 200 000 personnes touchées. Le trafic sur le site Web du GPE a augmenté de 24% la semaine du lancement, indiquant un intérêt mondial plus important pour la campagne et ses objectifs.

Le lancement mondial s'est accompagné de lancements nationaux dans de nombreux pays donateurs, notamment le Danemark, l'Espagne, la France, la Norvège, l'Irlande et l'Allemagne. Lors du lancement en Allemagne, le GPE a reçu sa première promesse de contribution de l'Allemagne, soit 320 millions d'euros, dont 270 millions d'euros pour la période 2027-2032, auxquels s'ajoutent les 50 millions d'euros déjà promis par l'Allemagne pour 2026: une manifestation remarquable de leadership qui, nous l'espérons, suscitera le même niveau d'ambition chez les autres donateurs. D'autres lancements sont prévus pour susciter l'intérêt des pouvoirs publics et créer une dynamique en vue de la conférence de reconstitution des ressources

Dans le cadre de la campagne «Multiplier les possibles», le GPE mobilise le Partenariat par le biais des médias sociaux, de communications créatives et d'activités dirigées par les jeunes, y compris un appel à l'action Education Multiplies Possiblity: Young People's Call to Action, signé par plus de 5 000 jeunes, appelant à soutenir le financement de l'éducation et le GPE. À compter de janvier 2026, la campagne du GPE passera à la vitesse supérieure et, à partir de la Journée internationale de l'éducation, le GPE intensifiera les activités, en demandant aux partenaires de partager leurs souvenirs de l'école, afin de montrer comment l'éducation a multiplié les possibilités pour eux.

Fondation GPE. Suite à la décision du Conseil du mois de juin approuvant le Protocole d'accord de collaboration entre le Conseil du GPE et la Fondation et reconnaissant ses statuts (BOD/2025/06-01), la Fondation de soutien au Partenariat mondial pour l'éducation (Fondation GPE) est désormais officiellement enregistrée et opérationnelle. Le Conseil d'administration de la Fondation s'est réuni en août et octobre pour superviser sa mise en activité, notamment approuver ses principales politiques et discuter de son budget et de ses financements potentiels. Les Administrateurs ont également rencontré en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies la directrice générale du GPE et des partenaires/experts sectoriels pour discuter du mandat, de la mission et de l'impact futur de la Fondation. Celle-ci est appelée à jouer un rôle clé lors de la 5e reconstitution des ressources du GPE: elle représente une caractéristique et une offre uniques dans le plaidoyer en faveur de l'investissement du GPE. Le lancement officiel, programmé actuellement pour début 2026, sera indiqué dans les annonces importantes du Partenariat. Dans l'intervalle, on note quelques évolutions positives concernant la mobilisation des fonds et la perspective prometteuse de premiers partenariats.

ACCROÎTRE L'EFFICIENCE DE NOS ACTIVITÉS ET OPÉRATIONS

Le GPE demeure relativement solide grâce à des années de planification proactive, de discipline en matière de coûts et d'investissements stratégiques dans l'efficacité organisationnelle. Le GPE s'est inscrit dans une logique de réduction des coûts bien avant l'évolution négative du paysage de l'aide, notamment en diminuant les effectifs à Washington; en ouvrant un centre d'appui opérationnel à moindre coût à Chennai; en introduisant des restrictions de voyage; en réduisant les coûts des consultants et des fournisseurs; et en gelant les recrutements en dessous des niveaux approuvés par le Conseil. La direction a en outre préparé divers plans d'urgence pour d'autres réductions le cas échéant dans les mois à venir.

Les dépenses de fonctionnement pour l'exercice 25 ont représenté 93% du budget approuvé. La majeure partie des 4 millions de dollars d'économies réalisées au titre de l'exercice 25 est imputable à la sous-utilisation des fonds alloués à des initiatives pluriannuelles, comme la stratégie de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (SEA), les systèmes d'information et de gestion des connaissances (KMIT) et le budget d'appoint pour la reconstitution des ressources, principalement en raison de problèmes de calendrier. Au total, 3,1 millions de dollars seront reportés sur l'exercice 26 (soit 1,4 million de dollars de plus que l'estimation de départ), tandis que le montant restant, y compris les économies réalisées sur les frais d'hébergement, sera reversé dans le Fonds du GPE et mis à disposition pour allocation.

Les dépenses pour l'exercice 25 en pourcentage de l'ensemble des décaissements du Fonds du GPE étaient de 5,75%, conformes globalement aux niveaux de l'exercice 24 (**5,6%).** Les dépenses cumulées au titre du GPE 2025 (c'est-à-dire des exercices 21 à 25) s'élèvent à **6,6%,** un faible taux qui s'explique par une gestion budgétaire résolument prudente combinée à des niveaux élevés de décaissements favorisés par une mise en œuvre efficace et des volumes d'approbation importants. Comme convenu précédemment avec le Conseil, les chiffres cumulés pour les exercices 25 à 27 devraient rester dans les limites des paramètres approuvés par le Conseil. Les décaissements devraient rester élevés au cours de l'exercice 26 et la poursuite de la politique de maîtrise des coûts devrait garder les dépenses de fonctionnement dans les limites des paramètres approuvés par le Conseil pour les exercices 25 à 27, comme convenu avec le Conseil.

Dépenses de fonctionnement pour le GPE 2030. Malgré le contexte difficile du financement, le GPE a été en mesure de maintenir les coûts dans les limites convenues en prenant des mesures proactives pour maintenir les coûts à un niveau bas tout en répondant à une demande croissante. Il s'agit notamment des mesures suivantes:

- Restructuration interne pour préciser les rôles et simplifier les processus
- Investissements dans les systèmes informatiques et les fonctions d'appui centralisées à Chennai en vue d'améliorer la prestation de services et l'information
- Relocalisations stratégiques du personnel pour nous rapprocher des pays partenaires - Paris, Chennai, Nairobi et Bruxelles servent effectivement de pôles, Washington accueillant désormais moins de 50 % du personnel du GPE
- Efforts ciblés pour réduire les coûts variables, y compris les services de conseil, les fournisseurs et les services de traduction
- Réduction des dépenses de voyage – les coûts sont fixes comparé à il y a 10 ans malgré l'augmentation du volume et des destinations

- Cycles de planification pluriannuelle pour garantir la prévisibilité et la flexibilité en vue d'une gestion efficace des coûts.

À l'approche du GPE 2030, il serait utile d'avoir des orientations du Conseil sur les paramètres de dépenses de fonctionnement applicables dans le cadre du GPE 2030 afin d'aider le GPE à élaborer des plans de budget et de dotation en personnel qui tiennent compte des différents scénarios de reconstitution des ressources.

Le fait de s'y préparer tôt facilitera une mise en œuvre rapide après la reconstitution des ressources, ce qui réduira les risques pour l'exécution du GPE 2030 tout en limitant les coûts.

Renforcement des capacités du Secrétariat. Dans le cadre des efforts déployés pour accroître les capacités du Secrétariat sans augmenter ses effectifs, la direction a récemment lancé un Cadre d'apprentissage et de perfectionnement du personnel. Ce cadre offre une vision globale des attentes et des ressources en matière d'apprentissage et de perfectionnement au sein du Secrétariat, et vise à renforcer les compétences et les connaissances du personnel de même qu'à rendre nos méthodes d'exécution plus cohérentes. À cette fin, l'équipe de direction a recensé les apprentissages requis et recommandés pour chaque fonction et a élaboré de nouveaux cours d'apprentissage pour combler les lacunes. Une plateforme a été créée pour faciliter l'accès du personnel à plus de **300** ressources d'apprentissage. Alors que le personnel consacre déjà **plus de six jours** par an à l'apprentissage et au perfectionnement, le cadre, les outils et le contenu d'apprentissage permettront de concentrer le temps sur les domaines les plus pertinents par rapport aux besoins actuels du GPE. L'équipe chargée des opérations du Secrétariat a également développé les capacités nécessaires pour concevoir et élaborer des cours d'apprentissage en ligne afin de pouvoir répondre aux futurs besoins d'apprentissage du Secrétariat en interne, permettant ainsi de réaliser des économies considérables par rapport au coût de prestataires externes. Les cours d'apprentissage en ligne élaborés récemment ou en cours d'élaboration portent notamment sur le Cadre de diligence raisonnable du GPE, le Cadre de protection contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels du GPE, ainsi que des cours sur les opérations de financement et les financements innovants.

Conformément aux instructions du Conseil, le Secrétariat du GPE a poursuivi les discussions avec la Banque mondiale sur une possible réduction supplémentaire des 20,48% de frais de recouvrement des coûts appliqués à nos dépenses de fonctionnement pour couvrir les coûts d'hébergement du Secrétariat1. Il a été convenu que ces frais couvriront le coût de l'hébergement de tout le personnel du GPE basé à Paris dans le nouveau bâtiment principal de l'Agence française de développement (AFD) à partir de 2027, le bureau de la Banque mondiale ne pouvant pas répondre aux besoins du GPE. Le Secrétariat du GPE finalise également les discussions avec la Banque mondiale visant à prendre en compte les investissements du GPE dans des solutions informatiques sur mesure. Ces efforts s'inscrivent dans le droit fil de la volonté du GPE de maintenir les dépenses de fonctionnement globales à un niveau aussi bas que possible, et le Secrétariat du GPE continuera de discuter avec la Banque mondiale de toutes les possibilités de réaliser des économies.

Le projet de transformation numérique du GPE continue d'avancer comme prévu, introduisant un nouveau modèle de prestation de services informatiques – une approche hybride négociée avec les services informatiques du Groupe de la Banque mondiale qui offre au GPE une plus grande marge de manœuvre pour définir ses besoins technologiques et choisir les solutions optimales, tandis que le service informatique du Groupe de la Banque mondiale conserve la responsabilité de

[1] Les frais de recouvrement des coûts n'incluent pas les financements du GPE.

l'infrastructure de base et de l'intégration. Une étape importante a été franchie avec l'enregistrement d'un fournisseur de services informatiques approuvé par le Groupe de la Banque mondiale pour soutenir la mise en œuvre de GPE Connect, la nouvelle plateforme numérique destinée à rationaliser les opérations et à améliorer l'efficacité organisationnelle. La première application de la plateforme – un système de gestion de la relation client (CRM) – a été lancée le 3 septembre 2025, s'appuyant sur un programme de gestion du changement à l'échelle de l'organisation qui s'accompagne de formations et d'une assistance technique pour garantir l'adoption. Cette transformation devrait se traduire par des gains d'efficacité considérables, réduisant les tâches administratives et permettant au personnel de consacrer davantage de temps aux priorités stratégiques. En optimisant les processus et en limitant le recours à du personnel supplémentaire ou à des consultants externes, GPE CONNECT place l'organisation sur la voie d'une croissance durable et d'une meilleure prestation de services.

CONCLUSION

Le moment est venu de raviver les ambitions, de nouer des partenariats innovants et de pérenniser les investissements nationaux et internationaux. Plus qu'une simple reconstitution des ressources, la cinquième campagne de financement du GPE est une occasion politique et stratégique unique de replacer le financement de l'éducation au cœur des priorités nationales et mondiales. La reconstitution des ressources doit ainsi permettre de changer le discours politique afin de protéger l'éducation et de la mettre au premier plan des actions budgétaires et de développement. Et il doit s'agir de montrer la voie – les pays partenaires étant encouragés à prendre l'initiative avec des stratégies de financement intégrées – non seulement en s'engageant à atteindre des taux de référence, mais aussi en mobilisant, en échelonnant et en alignant toutes les ressources disponibles: intérieures, concessionnelles, philanthropiques et privées.

Je reste aujourd'hui aussi fermement motivée qu'en juin 2025 et je sais pouvoir compter sur votre leadership pour mobiliser des investissements audacieux et durables et pour axer nos efforts sur ce que nous faisons le mieux, à savoir réunir les partenaires, mobiliser des financements, soutenir les pays partenaires, afin de garantir que chaque enfant – quelle que soit sa situation - puisse apprendre en ayant accès à une éducation de qualité.